

[La newsletter de la CES]



Dans ce numéro

- 2 La CES en action
- 3 Calendrier syndical
- 4 Dossier: L'emploi, la priorité des priorités
- 6 L'UE à la loupe
- 7 Calendrier européen

Le chiffre du mois

1,1 milliard
de personnes, dans le monde, sont au chômage ou vivent sous le seuil de pauvreté

D'après un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT), un travailleur sur trois dans le monde, soit environ 1,1 milliard de personnes, était chômeur ou vivait sous le seuil de pauvreté en 2011.

(Source : Les Echos)

A noter



Cher(e) lecteur(trice),

Le Sommet européen du 30 janvier a finalisé l'accord international sur la gouvernance économique européenne. Ce traité édicte des règles budgétaires strictes, qui gravent dans le marbre l'austérité budgétaire. La CES s'oppose à ce nouveau traité car nous sommes convaincus que les propositions du traité affaibliront l'Europe au lieu de la renforcer. Le durcissement de l'austérité ne fera qu'empirer une situation sociale déjà insoutenable dans de nombreux pays. Ce qu'il nous faut, c'est un plan de relance ciblé sur l'emploi et la croissance durable. C'est cela la priorité des priorités.

Le processus de négociation de ce traité a ignoré le contrôle démocratique qui devrait normalement caractériser toute réforme de l'Union. Les négociations ont été intenses et semi-secrètes. Le syndicat européen déplore ce processus non démocratique et met en garde sur les conséquences qu'il pourrait avoir au niveau national.

L'intégration européenne sera une réussite si elle constitue un projet positif qui apporte du progrès social, plus d'emplois et des emplois de qualité. Or, la détérioration de la situation économique et sociale est utilisée, au niveau européen, comme un moyen d'attaquer les relations sociales, d'imposer une pression à la baisse sur les salaires, d'affaiblir la protection sociale et de privatiser les services publics. La CES s'oppose à ces attaques qui risquent de démanteler un modèle social unique au monde.

Trop c'est trop ! Face à une telle situation, la CES appelle à une Journée d'action européenne décentralisée, le 29 février prochain, à la veille du Conseil européen. A travers toute une série d'actions, les syndicats européens demanderont à ce que l'emploi et la justice sociale soient au centre des priorités politiques. Le durcissement budgétaire n'est pas la bonne réponse. L'Union européenne a besoin d'une dimension sociale forte. Elle doit mettre en place un plan de relance, axé sur les investissements en faveur d'une croissance durable, d'emplois de qualité, de justice sociale et de lutte contre les inégalités.

Bernadette Ségol,
Secrétaire générale





[La CES en action]

CAMPAGNES CES

« Trop c'est trop »

La CES appelle à une journée d'action européenne le 29 février

25/01/12 – Face à une [situation économique et sociale qui se dégrade](#) et avec le durcissement de l'austérité comme seule réponse de la part des dirigeants européens, la CES appelle à une journée d'action européenne le 29 février prochain, à la veille du Conseil européen. Les syndicats européens se mobiliseront partout en Europe pour que le travail et la justice sociale soient au centre des priorités politiques.

« *Trop c'est trop ! Les mesures d'austérité ne sont pas la seule réponse à la crise. Au contraire, elles produisent d'énormes dégâts sociaux. Même si l'équilibre budgétaire est nécessaire, la rigueur seule accroît les déséquilibres. C'est une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée* » a déclaré Bernadette Ségol lors de la [conférence de presse](#) annonçant cette journée d'action.



Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9589>

« Trop c'est trop » – Campagne de la CES contre l'austérité : <http://www.etuc.org/r/1785>

RÉUNIONS MAJEURES

Comité de direction de la CES

25/01/12 – Le Comité de direction de la CES s'est réuni à Bruxelles. La crise et les répercussions négatives des mesures d'austérité sur les travailleurs européens ont été les sujets principaux de la réunion. A la veille du Sommet européen du 30 janvier, le Comité de direction a adopté une [déclaration concernant le « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire »](#).

Déclaration : <http://www.etuc.org/a/9592>

Solidarité de la CES avec les travailleurs grecs

09/01/12 – La CES a réitéré son **soutien aux travailleurs grecs qui subissent des attaques brutales** de la Troïka contre la protection sociale, l'emploi et le salaire minimum. Pour le mouvement syndical européen, **les mesures d'austérité n'amènent à rien et enfoncent davantage le pays dans la crise**. La CES déplore également l'[arrestation de syndicalistes de GENOP / DEI](#), qui protestaient contre l'austérité.

Communiqué de presse de la CES: <http://www.etuc.org/a/9501>

Soutien aux travailleurs du secteur public de TURK-SEN en lutte contre les privatisations

18/01/12 – La CES a exprimé son soutien entier à son affilié TURK-SEN et à ses membres des secteurs des télécommunications et de l'électricité qui ont appelé à une **grève illimitée contre les privatisations** dans le Nord de Chypre.

Communiqué de presse de la CES: <http://www.etuc.org/a/9562>



[La CES en action]

Stratégie communautaire en matière de santé et de sécurité au travail : le rôle des syndicats

12-13/12/11 - La CES a organisé à Cracovie une importante conférence consacrée à la stratégie communautaire en matière de santé et de sécurité au travail. Les nombreux intervenants ont souligné le rôle important des syndicats dans ce domaine.

Programme de la conférence et présentations des intervenants:
http://www.etuc.org/IMG/pdf/Krakow_Agenda_FR_P2.pdf

La CES rencontre une délégation tripartite de l'Autorité palestinienne

25/01/12 - Bernadette Ségol a rencontré une délégation tripartite Palestinienne conduite par le Ministre du Travail, Dr Ahmed Madjalani. La promotion du dialogue social a été le principal sujet de la rencontre.

Communiqué de presse de la CES:
<http://www.etuc.org/a/9595>

La CES soutient la transition démocratique en Égypte

29/01/12 - Bernadette Ségol a assisté au congrès de la Fédération égyptienne des syndicats indépendants (EFITU) au Caire. Elle a réaffirmé le soutien des syndicats européens au mouvement syndical égyptien dans ses efforts pour assurer la démocratie en Égypte.

Communiqué de presse de la CES:
<http://www.etuc.org/a/9599>



[Calendrier syndical] Janvier – Février 2012

| | | |
|---------------|---|-------------------------------------|
| 18/01/12/2011 | Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles) | |
| 25/01/2012 | Comité de direction de la CES (Bruxelles) | |
| 26-28/01/2012 | Congrès de la CGTP-IN (Lisbonne) | Plus d'informations |
| 22/02/2012 | Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles) | |
| 29/02/2012 | Journée d'action européenne de la CES (Europe) | Plus d'informations |



[Dossier]

Emploi : la priorité des priorités

Selon les [dernières statistiques économiques](#), l'Europe est au bord de la récession. La crise économique et financière qui frappe le continent depuis 2008 est en train de provoquer une crise sociale majeure. Fermetures d'usines, suppressions massives d'emplois et baisses d'investissements font désormais la une quotidienne des médias européens. Le mouvement syndical européen déplore que les responsables politiques européens continuent à privilégier la discipline budgétaire à toute action en faveur de la croissance et l'emploi. Pourtant, la hausse du chômage est inquiétante et affecte un nombre croissant de citoyens européens. Comme on le verra dans les paragraphes suivants, les chiffres sont parlants et nécessitent une réponse forte et rapide.

Emploi : des statistiques accablantes

La [dernière analyse trimestrielle](#) de la situation sociale et de l'emploi dans l'Union européenne (UE), réalisée par la Commission européenne, souligne la montée significative du chômage durant la seconde moitié de 2011. L'analyse a montré que cette aggravation a effacé tous les progrès en termes d'emploi, même modérés, qui avaient été constatés pendant la première moitié de l'année. Sur le front de l'emploi, après une très légère reprise, l'Union européenne se retrouve à la case départ avec, en plus, une sombre perspective de récession. Fin 2011, le taux de chômage de l'Union européenne (UE) était de 9,9%, tandis que celui de la zone euro atteignait 10,4%. Ce sont donc, **plus de 23 millions de personnes qui étaient sans emploi dans l'ensemble des 27 pays de l'UE**, dont plus de 16 mil-

lions dans les 17 pays membres de la zone euro. Parmi les pays les plus touchés par le chômage, on trouve l'Espagne (22,9%) et la Grèce (19,2%). En raison de l'aggravation de la crise, le taux de chômage de longue durée dans l'UE a littéralement explosé. En 2011, 43% des chômeurs en Europe ont été privés d'emploi pour une période de plus d'un an, avec une hausse de 3 points par rapport à 2010, où ce taux était de 40%.

Austérité rime avec pauvreté

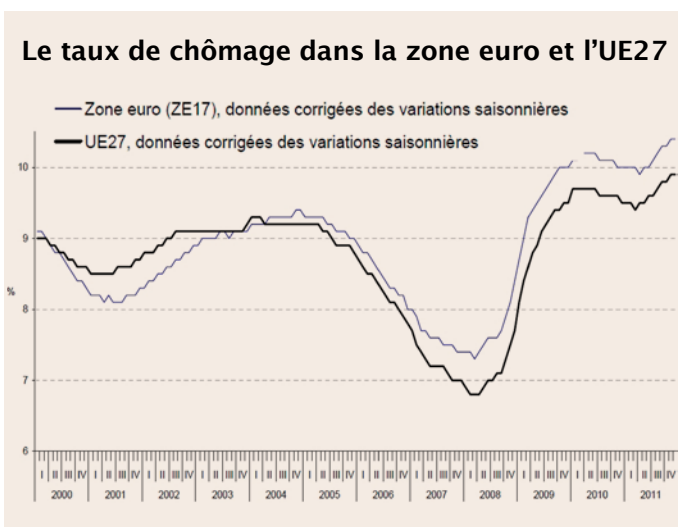
Selon les tous derniers chiffres, le risque de se retrouver dans une situation de pauvreté a augmenté sensiblement dans plusieurs Etats membres de l'UE, notamment dans les pays baltes, en Espagne et en Irlande. Cette tendance traduit clairement l'impact négatif de la crise sur les citoyens européens et ce, même dans les pays qui ont été moins touchés par la crise économique et financière. Certains groupes ont été davantage concernés par ce phénomène, à savoir les jeunes, les familles avec enfants et surtout les parents célibataires. **En 2010, la part d'enfants et d'adultes en âge de travailler vivant dans des ménages sans emploi a atteint 10% en moyenne**, avec une hausse d'un point par rapport à 2008. Cette part dépasse désormais 12% dans des pays tels que l'Espagne, l'Irlande, la Belgique, le Portugal, la Slovaquie, ainsi que dans les pays baltes.

En outre, l'analyse faite par la Commission européenne, s'est penchée sur l'impact des mesures d'austérité sur les citoyens. Il en ressort que dans la majorité des cas, les mesures d'austérité, notamment la remise en cause des systèmes de protection sociale, les coupes dans les salaires dans le secteur public ou la hausse de la TVA, ont eu des effets régressifs sur la plupart des citoyens européens. Dans un tel contexte, un nombre croissant de ménages ont avoué avoir connu des difficultés financières au courant de 2011, notamment les plus démunis.

Les jeunes et les migrants : les principales victimes de la crise

Les dernières statistiques confirment que **les jeunes sont les premières victimes de cette crise**. En novembre dernier, **5,6 millions de jeunes - 22,3% du total - étaient au chômage en Europe**, avec une hausse de 1,3 point par rapport à 2011 et surtout de 7 points par rapport à 2008. Dans certains pays comme l'Espagne ou la Grèce, la situation est dramatique, avec des taux respectifs de 49,6% et 46,6%.

La situation des travailleurs migrants est également sé-

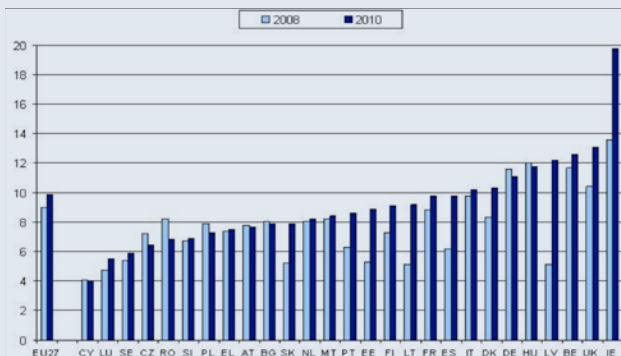




[Dossier]

Emploi : la priorités des priorités (suite)

PART D'ENFANTS ET ADULTES VIVANT DANS DES MÉNAGES SANS EMPLOI (2008 ET 2010)

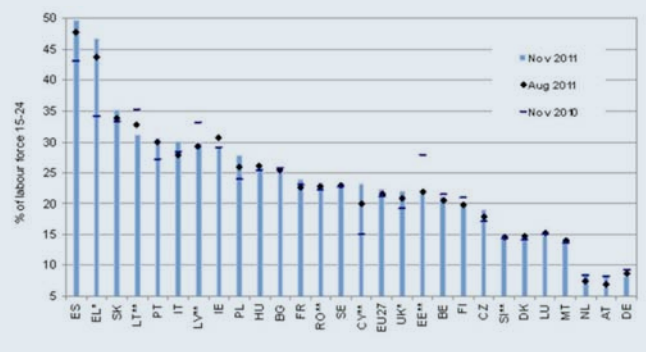


rieuse. La récession a renforcé l'écart en termes d'emploi avec les travailleurs locaux. En 2011, environ 20% des travailleurs migrants était sans travail, **ce taux dépasse 30% pour les jeunes migrants**. Le secteur de la construction a été le plus touché par cette perte d'emploi. Une dernière donnée très parlante concerne le taux de chômage des personnes les moins qualifiées qui est passé de moins de 9% en 2008 à environ 15% en 2011. Le fait d'être moins qualifié augmente également le risque de pauvreté : **en 2010, 40% des personnes les moins qualifiées étaient à risque de pauvreté et d'exclusion sociale**, avec une hausse de 1,6 point par rapport à l'année précédente.

La CES demande une action d'envergure pour l'emploi

Les chiffres évoqués jusqu'à présent, témoignent de la gravité de la situation et traduisent les inquiétudes de millions de citoyens européens. Depuis le début de la crise, le mouvement syndical européen a alerté les responsables politiques sur le risque de voir l'Europe entrer en récession et perdre des centaines de milliers d'emplois. Malheureusement, peu a été fait concrètement pour arrêter cette hémorragie. Les décideurs politiques ont préféré se concentrer sur le renforcement de l'austérité, conçue comme la seule voie pour remédier aux problèmes de la dette souveraine et sortir de la crise. Mais l'orthodoxie budgétaire, sans mesures de relance et d'investissement, a enfoncé les pays en crise. Le chômage est le prix que des millions de personnes en Europe payent pour trois années d'austérité et l'absence de relance. Pire, l'accord international, mis sur les rails lors du Conseil européen du 9 décembre 2011, ne fait que renforcer l'austérité, sans offrir de perspectives de croissance. Une fois de plus, la CES a condamné cette approche et demandé une action d'envergure en faveur de l'emploi, qui demeure la priorité pour les Européens pour

TAUX DE CHÔMAGE DES JEUNES (11/2010, 08/2011 ET 11/2011)



Source : Eurostat, Series on unemployment. Data seasonally adjusted. Note : * EL, UK annual change Sep 2010 - Sep 2011, three-monthly change Jun 2011 - Sep 2011. ** EE, CY, LV, LT, RO and SI annual change 2010 q3 - 2011q3, three-monthly change 2011q2 - 2011q3.

pouvoir vivre dignement et faire des projets d'avenir. Il est donc impératif de miser sur les investissements en faveur d'une économie durable, d'emplois de qualité, de justice sociale et de lutte contre les inégalités.

La CES est fermement convaincue qu'un effort particulier doit être fait pour les jeunes, car le risque d'avoir une génération sacrifiée est réel. L'accès à l'emploi et le développement de formations de qualité doivent constituer les deux priorités principales de toute action politique en faveur des jeunes et ne peuvent pas être renvoyées aux calendes grecques. De même, il est fondamental d'aborder sérieusement le problème des restructurations, qui sont parmi les principales sources de destruction d'emplois en Europe. Dans ce domaine, les syndicats européens ne peuvent cacher leur déception suite à la récente publication d'un nouveau livre vert de la Commission européenne sur les restructurations et l'anticipation de celles-ci. Alors que les perspectives économiques s'assombrissent et que le chômage augmente, il est inconcevable de voir la Commission européenne tergiverser davantage au lieu d'adopter des mesures concrètes sur l'anticipation et les restructurations. En dépit des données accablantes qu'elle fournit dans ses analyses, il est regrettable de voir que le dogme de l'austérité continue à être la norme et à dicter l'agenda politique européen en matière d'emploi.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

- Józef Niemiec, Secrétaire général adjoint de la CES, en charge de l'emploi : jniemiec@etuc.org

LIENS UTILES :

- Section du site Internet de la CES consacrée à l'emploi : <http://www.etuc.org/r/292>



[Calendrier de l'Union européenne] Janvier – Février 2012

| | | |
|---------------|--|-------------------------------------|
| 16-19/01/2012 | Session plénière du Parlement européen (Strasbourg) | |
| 18-19/01/2012 | Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles) | |
| 23/01/2012 | Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles) | Plus d'informations |
| 24/01/2012 | Conseil ECOFIN (Bruxelles) | Plus d'informations |
| 26-27/01/2012 | Réunion informelle des ministres des affaires intérieures (Copenhague) | Plus d'informations |
| 30/01/2012 | Réunion informelle des Chefs d'Etat et de gouvernement (Bruxelles) | Plus d'informations |
| 01-02/02/2012 | Mini-session plénière du Parlement européen (Bruxelles) | |
| 10/02/2012 | Conseil Education (Bruxelles) | Plus d'informations |
| 13-16/02/2012 | Session plénière du Parlement européen (Strasbourg) | |
| 14/02/2012 | Conseil Energie (Bruxelles) | Plus d'informations |
| 17/02/2012 | Conseil Emploi et affaires sociales (Bruxelles) | Plus d'informations |
| 20/02/2012 | Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles) | |
| 20-21/02/2012 | Conseil Compétitivité (Bruxelles) | Plus d'informations |
| 21/02/2012 | Conseil ECOFIN (Bruxelles) | Plus d'informations |
| 22-23/02/2012 | Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles) | |
| 27/02/2012 | Conseil Affaires étrangères (Bruxelles) | Plus d'informations |
| 28/02/2012 | Conseil Affaires générales (Bruxelles) | Plus d'informations |



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Le Conseil rate le train de la croissance durable et de l'emploi

31/01/12 – Le sommet informel du 30 janvier, présenté comme devant être celui de la croissance et de l'emploi, n'a pas été à la hauteur des espérances. [Contrairement aux demandes de la CES, aucun engagement précis et concret sur la croissance durable et l'emploi n'a été pris.](#) En revanche, le sommet s'est terminé par le « [pacte budgétaire](#) » déjà annoncé lors du Conseil de décembre, dont l'objectif est de renforcer l'austérité. Pour Bernadette Ségol, « *Les plans pour rétablir l'équilibre des finances publiques doivent, avant tout, s'attaquer à la question de la croissance durable. L'austérité tue la croissance et l'emploi. Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est d'un contrat social pour donner un nouvel élan à l'Union européenne et restaurer la confiance de ses travailleurs et de ses citoyens* ».

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9606>

Restructurations: il est temps d'agir

10/01/12 – La Commission européenne a publié un nouveau livre vert sur les restructurations et l'anticipation de celles-ci. Après une décennie de consultations, la CES n'a pas pu cacher sa déception face aux énièmes tergiversations de la Commission européenne qui a opté pour une grande consultation publique au lieu d'adopter des mesures concrètes au niveau européen sur les restructurations et l'anticipation de celles-ci. « *Nous réclamons des mesures d'anticipation concrètes aujourd'hui et pas dans 10 ans. Seule une participation cohérente et plus forte des travailleurs peut permettre de gérer ce changement de manière socialement acceptable, de nourrir la confiance et d'élaborer des politiques d'anticipation* », a déclaré Judith Kirton-Darling, Secrétaire confédérale de la CES.

Communiqué de presse de la CES:
<http://www.etuc.org/a/9552>

La CES condamne le virage nationaliste de la Hongrie

10/01/12 – Le mouvement syndical européen condamne la dérive nationaliste et autoritaire du gouvernement hongrois. La nouvelle Constitution liberticide attaque les libertés publiques et privées. Ces mesures font suite à la réforme du Code du travail qui porte atteinte aux droits des travailleurs, particulièrement les travailleurs les plus vulnérables. La CES est solidaire des Hongrois qui sont descendus dans la rue par milliers début janvier pour protester contre ce gouvernement. Selon Bernadette Ségol « *L'Union européenne doit agir pour que les droits fondamentaux soient pleinement respectés. Les initiatives prises par le Président Barroso doivent être renforcées* ».

Communiqué de presse de la CES:
<http://www.etuc.org/a/9514>

Équipe éditoriale: ÉDITRICE RESPONSABLE: Bernadette Ségol • RÉDACTRICE EN CHEF: Patricia Grillo • RÉDACTEUR: Daniele Melli

Faites connaître cette newsletter à vos contacts !